LES COMPAGNIES LOBLAW LIMITÉE

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Les Compagnies Loblaw limitée annonce les résultats financiers du quatrième trimestre de 2010 et de l'exercice clos le 1er janvier 2011[1)]

BRAMPTON, ONTARIO, le 24 février 2011 Les Compagnies Loblaw limitée (TSX : L) (« Loblaw » ou la « société ») annonce aujourd'hui ses résultats financiers non audités du quatrième trimestre de 2010 ainsi que la publication de son rapport annuel 2010, qui contient les états financiers consolidés audités et le rapport de gestion de la société pour l'exercice clos le 1er janvier 2011. Le rapport annuel 2010 de la société sera disponible à la section destinée aux investisseurs du site Web de la société au www.loblaw.ca et sera déposé sur SEDAR et disponible au www.sedar.com.

Sommaire des résultats du quatrième trimestre 2010

- Bénéfice net de base par action ordinaire de 0,54 $, y compris les diverses charges décrites ci-dessous.
- Marge du BAIIA de 6,2 %, contre 5,7 % pour le quatrième trimestre de 2009.
- Bénéfice brut de 1,8 milliard de dollars, soit une augmentation de 2,7 % par rapport au quatrième trimestre de 2009. Exprimé en pourcentage du chiffre d'affaires, le bénéfice brut s'est élevé à 24,8 %, contre 23,6 % au quatrième trimestre de 2009.
- Chiffre d'affaires et chiffre d'affaires des magasins comparables en baisse de respectivement 2,1 % et 1,6 % par rapport à ceux inscrits pour le quatrième trimestre de 2009.

Pour les périodes closes le 1er janvier 2011 et le 2 janvier 2010 (en millions de dollars, sauf indication contraire)	2010 (non audité) (12 semaines)	2009 (non audité) (12 semaines)	Variation	2010 (non audité) (52 semaines)	2009 (non audité) (52 semaines)	Variation
Chiffre d'affaires	7 161 $	7 311 $	(2,1)%	30 997 $	30 735 $	0,9 %
Bénéfice brut	1 774	1 728	2,7 %	7 604	7 196	5,7 %
Bénéfice d'exploitation	289	277	4,3 %	1 269	1 205	5,3 %
Bénéfice net	151	165	(8,5)%	681	656	3,8 %
Bénéfice net de base par action ordinaire (en dollars)	0,54	0,60	(10,0)%	2,45	2,39	2,5 %
Diminution du chiffre d'affaires des magasins comparables (en pourcentage)	(1,6) %	(7,8)%		(0,6)%	(1,1)%	
Marge d'exploitation	4,0 %	3,8 %		4,1 %	3,9 %	
BAIIA[2)]	442 $	420 $	5,2 %	1 924 $	1 794 $	7,2 %
Marge du BAIIA[2)]	6,2 %	5,7 %		6,2 %	5,8 %	

« L'exercice 2010 a été un autre exercice marqué par de réels progrès dans l'exécution de notre programme de transformation », a déclaré M. Galen G. Weston, président exécutif du Conseil de Les Compagnies Loblaw limitée. « Au cours du prochain exercice, nous prévoyons continuer à nous concentrer sur l'exécution de notre programme dans un marché qui demeure imprévisible et très concurrentiel. En 2011, la société entend continuer à investir dans les technologies de l'information et la chaîne d'approvisionnement, ce qui fera reculer le bénéfice d'exploitation d'environ 135 millions de dollars en regard de celui de 2010, et nous estimons que les dépenses en immobilisations s'établiront à environ 1,0 milliard de dollars pour l'exercice. »

1) Le présent communiqué de presse renferme des énoncés prospectifs. Voir les énoncés prospectifs à la page 2 du présent communiqué de presse pour une analyse des principaux facteurs qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent sensiblement des conclusions, prévisions et projections formulées dans les présentes et pour connaître les principales hypothèses posées. Le présent communiqué de presse doit être lu en parallèle avec les documents que Les Compagnies Loblaw limitée dépose auprès des autorités en valeurs mobilières et qui peuvent être consultés au www.sedar.com et au www.loblaw.ca.

2) Voir les mesures financières non conformes aux PCGR à la page 7 du présent communiqué de presse.

Au quatrième trimestre de 2010 :

- les ventes de produits alimentaires ont légèrement fléchi;
- le chiffre d'affaires tiré des produits pharmaceutiques a légèrement diminué en raison de la déflation causée par les changements apportés à la réglementation en Ontario et de l'ajout de certains médicaments sur ordonnance à la liste des médicaments génériques;
- la croissance des ventes de vêtements a été modérée, alors que les ventes d'articles de marchandise générale se sont considérablement repliées en raison, d'une part, d'une contraction des dépenses de consommation discrétionnaires et, d'autre part, d'une diminution de l'assortiment de produits et de la superficie leur étant consacrée;
- le chiffre d'affaires tiré des postes d'essence a affiché une forte croissance en raison de la hausse du prix de détail de l'essence et de la croissance modérée des volumes vendus;
- l'indice interne du prix de détail moyen des aliments au cours du trimestre est demeuré stable. En comparaison, la société avait enregistré une déflation du prix moyen des aliments au quatrième trimestre de 2009.

- Le bénéfice brut s'est accru de 46 millions de dollars, ou 2,7 %, pour s'établir à 1 774 millions de dollars (ou 24,8 % du chiffre d'affaires) au quatrième trimestre de 2010, comparativement au quatrième trimestre de 2009 (23,6 % du chiffre d'affaires). Cette progression est essentiellement attribuable à l'amélioration de la rentabilité des marques contrôlées et à des synergies soutenues en matière d'achat, à une gestion rigoureuse des fournisseurs, à l'imputation au bénéfice brut des rabais accordés par les fournisseurs de produits pharmaceutiques, auparavant imputés aux frais de vente et d'administration, à un meilleur contrôle des pertes et au raffermissement du dollar canadien. La hausse des frais de transport a en partie contrebalancé ces améliorations.

- Le bénéfice d'exploitation a progressé de 12 millions de dollars, ou 4,3 %, pour s'établir à 289 millions de dollars au quatrième trimestre de 2010, comparativement au quatrième trimestre de 2009. La marge d'exploitation s'est établie à 4,0 % au quatrième trimestre de 2010, comparativement à 3,8 % au trimestre correspondant de 2009. Outre la hausse du bénéfice brut décrite précédemment, les éléments suivants ont influé sur le bénéfice d'exploitation de la société au quatrième trimestre de 2010, comparativement à celui de 2009 :

    - charge associée à l'incidence de la rémunération à base d'actions, compte tenu des contrats à terme sur capitaux propres, s'élevant à 7 millions de dollars (5 millions de dollars en 2009). Il en est résulté une baisse de 0,02 $ (0,01 $ en 2009) du bénéfice net de base par action ordinaire.
    - coûts supplémentaires de 27 millions de dollars se rapportant à l'investissement de la société dans les technologies de l'information et la chaîne d'approvisionnement, lesquels ont fait reculer le bénéfice net de base par action ordinaire de 0,07 $;
    - charge de 28 millions de dollars (27 millions de dollars en 2009) au titre de la dépréciation d'immobilisations relative à l'excédent de la valeur comptable de l'actif sur la juste valeur de certains magasins, facteurs qui ont fait reculer le bénéfice net de base par action ordinaire de 0,07 $ (0,07 $ en 2009).

- En raison des modifications apportées à la législation fiscale fédérale et qui font en sorte que la société ne peut plus déduire les coûts liés aux options sur actions donnant lieu à un règlement en espèces, la société a comptabilisé une charge d'impôts de 12 millions de dollars au quatrième trimestre de 2010. Il en est résulté un recul de 0,04 $ du bénéfice net de base par action ordinaire.

- La société a investi 1,3 milliard de dollars de son capital en 2010 et estime ses dépenses en immobilisations à environ 1,0 milliard de dollars pour 2011.

- Suivant la clôture de l'exercice, le Conseil a approuvé la cessation du régime de réinvestissement des dividendes de la société après le paiement des dividendes qui aura lieu le 1er avril 2011, date à laquelle environ 300 millions de dollars de capitaux propres liés à des actionsordinaires auront été mobilisés dans le cadre du programme comme prévu.

Énoncés prospectifs

Le présent communiqué de presse de Loblaw contient des énoncés prospectifs portant sur les objectifs, les plans, les buts, les aspirations, les stratégies, la situation financière, les résultats d'exploitation, les flux de trésorerie, la performance, les perspectives et les occasions d'affaires de la société. Des termes comme « anticiper », « s'attendre à », « croire », « prévoir », « pouvoir », « estimer », « objectif », « avoir l'intention de », « planifier », « chercher à », « faire », « devoir » et autres expressions semblables, lorsqu'ils se rapportent à la société ou à sa direction, ont pour but de signaler des énoncés prospectifs. Ces énoncés prospectifs ne constituent pas des faits historiques, mais reflètent plutôt les attentes actuelles de la société quant aux résultats et événements futurs.

Ces énoncés prospectifs sont assujettis à divers risques et incertitudes en conséquence desquels les résultats ou événements réels pourraient différer sensiblement des attentes actuelles, notamment :

- la possibilité que les plans de la société ne se concrétisent pas et que ses objectifs ne se réalisent pas;
- l'évolution de la conjoncture économique, dont le taux d'inflation ou de déflation, et les variations des taux d'intérêt et des taux de change;
- des changements dans les dépenses et les préférences des consommateurs
- une intensification de la concurrence exercée par de nouveaux concurrents ou par des concurrents actuels;
- des changements dans les stratégies d'établissement des prix de la société ou de ses concurrents;
- l'incapacité des magasins franchisés de la société d'afficher la performance prévue;
- l'incapacité de réaliser une croissance du chiffre d'affaires ainsi que les économies et l'efficience opérationnelle prévues résultant des initiatives importantes de la société, notamment ses investissements dans les systèmes informatiques, la chaîne d'approvisionnement et d'autres mesures de compression des coûts ou les résultats imprévus associés à la mise en œuvre de ces initiatives;
- l'augmentation des coûts liés aux services publics et, notamment, à l'électricité et au carburant;
- l'incapacité de la société à mettre en œuvre avec succès les volets de son plan touchant l'infrastructure et les technologies de l'information;
- l'incapacité de l'infrastructure informatique de la société à soutenir les besoins de la société;
- l'incapacité de la société à gérer ses stocks de manière à atténuer l'incidence des problèmes liés aux stocks désuets ou excédentaires et à contrôler les pertes;
- l'incapacité à mener à bien les projets importants en temps opportun, notamment le lancement de produits novateurs et reformulés ou la rénovation ou l'ouverture de magasins;
- l'incapacité de la chaîne d'approvisionnement à répondre aux besoins des magasins de la société;
- l'incapacité d'obtenir les résultats souhaités au cours des négociations collectives, y compris les modalités de futures conventions collectives, ce qui pourrait entraîner des arrêts de travail;
- la modification du cadre législatif et réglementaire dans lequel la société exerce ses activités et l'incapacité à respecter ce cadre, y compris l'incapacité de respecter les lois et règlements sur l'environnement;
- l'adoption de nouvelles normes comptables et les changements dans l'utilisation des estimations comptables de la société;
- les fluctuations du bénéfice de la société par suite de la variation de la valeur de la rémunération à base d'actions et des contrats à terme sur capitaux propres relatifs à ses actions ordinaires;
- les changements dans les passifs d'impôts de la société, notamment l'impôt sur le bénéfice et la taxe à la consommation, y compris les changements découlant des modifications des lois fiscales ou des cotisations futures;
- la dépendance envers certains prestataires de services indépendants, notamment ceux fournissant des services liés à la chaîne d'approvisionnement et aux gammes de vêtements de la société, de même que leur fidélisation;
- les événements touchant la santé publique, notamment ceux liés à la sécurité des aliments;
- l'incapacité de la société à recouvrer ses créances sur cartes de crédit;
- toute cotisation que la société pourrait être tenue de verser à ses régimes de retraite agréés à prestations déterminées par capitalisation en sus des cotisations qu'elle envisage de verser à l'heure actuelle;
- l'incapacité de la société à recruter et à garder à son emploi des dirigeants clés;
- les questions d'approvisionnement et de contrôle de la qualité avec les fournisseurs;
- l'incapacité de la société de tenir une documentation appropriée afin d'attester sa conformité aux règles, règlements et politiques comptables, fiscales et juridiques applicables;

Ces risques ainsi que d'autres risques et incertitudes sont présentés dans les documents que la société dépose auprès des autorités canadiennes en valeurs mobilières, notamment à la rubrique « Risques d'entreprise et gestion des risques » du rapport de gestion figurant dans le rapport annuel 2010 – revue financière de la société. Ces énoncés prospectifs reflètent les hypothèses actuelles de la direction à l'égard de ces risques et incertitudes et leur incidence respective sur la société.

De plus, d'autres risques et incertitudes que la société ignore actuellement ou qu'elle juge présentement sans importance pourraient faire en sorte que les résultats ou événements réels diffèrent sensiblement de ceux qui sont précisés dans ces énoncés prospectifs. Les lecteurs sont donc invités à ne pas se fier indûment à ces énoncés prospectifs, qui traduisent les attentes de la société uniquement à la date du présent communiqué de presse. La société n'a ni l'intention ni l'obligation de mettre à jour ou de réviser les présents énoncés prospectifs que ce soit à la lumière de nouvelles informations, d'événements futurs ou autrement, sauf dans la mesure où la loi l'exige.

États consolidés des résultats

Pour les périodes closes le 1er janvier 2011 et le 2 janvier 2010 (en millions de dollars, sauf indication contraire)	2010 (non audité) (12 semaines)	2009 (non audité) (12 semaines)	2010 (non audité) (52 semaines)	2009 (non audité) (52 semaines)
Chiffre d'affaires	7 161 $	7 311 $	30 997 $	30 735 $
Coût des stocks de marchandises vendues	5 387	5 583	23 393	23 539
Bénéfice brut	1 774	1 728	7 604	7 196
Charges d'exploitation				
Frais de vente et d'administration	1 332	1 308	5 680	5 402
Amortissement	153	143	655	589
	1 485	1 451	6 335	5 991
Bénéfice d'exploitation	289	277	1 269	1 205
Intérêts débiteurs et autres frais de financement	63	64	273	269
Bénéfice avant les impôts sur le bénéfice et la participation ne donnant pas le contrôle	226	213	996	936
Impôts sur le bénéfice	71	39	297	269
Bénéfice net avant la participation ne donnant pas le contrôle	155	174	699	667
Participation ne donnant pas le contrôle	4	9	18	11
Bénéfice net	151 $	165 $	681 $	656 $
Bénéfice net par action ordinaire (en dollars)				
De base	0,54 $	0,60 $	2,45 $	2,39 $
Dilué	0,54 $	0,59 $	2,44 $	2,38 $

Bilans consolidés

Au 1er janvier 2011 et au 2 janvier 2010 (en millions de dollars)	2010	2009
Actif		
Actif à court terme		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	932 $	776 $
Placements à court terme	735	614
Débiteurs	724	774
Stocks	2 114	2 112
Impôts futurs	39	38
Charges payées d'avance et autres actifs	82	92
Total de l'actif à court terme	4 626	4 406
Immobilisations	9 123	8 559
Écart d'acquisition et actifs incorporels	1 029	1 026
Dépôts de garantie	354	250
Autres actifs	787	750
Total de l'actif	15 919 $	14 991 $
Passif		
Passif à court terme		
Dette bancaire	3 $	2 $
Créditeurs et charges à payer	3 416	3 279
Impôts à payer	–	41
Tranche de la dette à long terme échéant à moins d'un an	433	343
Total du passif à court terme	3 852	3 665
Dette à long terme	4 213	4 162
Autres passifs	534	497
Impôts futurs	178	143
Titres de participation	221	220
Participation sans contrôle	41	31
Total du passif	9 039	8 718
Capitaux propres		
Capital-actions ordinaire	1 475	1 308
Bénéfices non répartis	5 395	4 948
Cumul des autres éléments du résultat étendu	10	17
Total des capitaux propres	6 880	6 273
Total du passif et des capitaux propres	15 919 $	14 991 $

États consolidés des flux de trésorerie

Pour les périodes closes le 1er janvier 2011 et le 2 janvier 2010 (en millions de dollars)	2010 (non audité) (12 semaines)	2009 (non audité) (12 semaines)	2010 (non audité) (52 semaines)	2009 (non audité) (52 semaines)
Activités d'exploitation				
Bénéfice net avant la participation sans contrôle	155 $	174 $	699 $	667 $
Amortissement	153	143	655	589
Impôts futurs	34	(33)	42	(29)
Règlement de contrats à terme sur capitaux propres	–	(17)	–	(55)
Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement	245	298	66	707
Dépréciation d'immobilisations et d'autres actifs connexes	32	36	72	46
Autres	(16)	14	60	20
Rentrées nettes liées aux activités d'exploitation	603	615	1 594	1 945
Activités d'investissement				
Acquisitions d'immobilisations	(453)	(365)	(1 280)	(971)
Placements à court terme	56	(98)	(159)	(181)
Produit tiré de la vente d'actifs	53	17	90	27
Créances sur cartes de crédit, après titrisation	(138)	(228)	7	8
Acquisitions d'entreprises, déduction faite de la trésorerie acquise	–	(10)	–	(204)
Placements dans des franchises et autres créances	2	10	(11)	6
Dépôts de garantie	(6)	34	(115)	148
Autres	5	(7)	20	(45)
Sorties nettes liées aux activités d'investissement	(481)	(647)	(1 448)	(1 212)
Activités de financement				
Dette bancaire	2	1	1	(50)
Dette à court terme	–	–	–	(190)
Dette à long terme				
Émise	45	32	450	402
Remboursée	(26)	(10)	(368)	(167)
Actions ordinaires rachetées	–	(56)	–	(56)
Dividendes	(15)	(18)	(65)	(112)
Rentrées (sorties) nettes liées aux activités de financement	6	(51)	18	(173)
Incidence des variations du taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	(4)	5	(8)	(27)
Variation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	124	(78)	156	533
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	808	854	776	243
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	932 $	776 $	932 $	776 $

Mesures financières non conformes aux PCGR

La société utilise les mesures financières non conformes aux PCGR suivantes : le BAIIA et la marge du BAIIA. Elle estime que ces mesures financières non conformes aux PCGR fournissent de l'information utile à la direction et aux investisseurs pour évaluer son rendement financier et sa situation financière, pour les raisons indiquées ci-après. Comme ces mesures n'ont pas de sens normalisé aux termes des PCGR du Canada, elles ne sauraient se comparer à des mesures portant le même nom présentées par d'autres sociétés ouvertes ni se substituer à d'autres mesures financières établies conformément aux PCGR du Canada.

BAIIA et marge du BAIIA Le tableau qui suit présente un rapprochement entre le bénéfice avant la participation ne donnant pas le contrôle, les impôts sur le bénéfice, les intérêts débiteurs et l'amortissement (le « BAIIA ») et le bénéfice d'exploitation, lequel fait l'objet d'un rapprochement avec le bénéfice net établi conformément aux PCGR du Canada et présenté dans les états consolidés des résultats des 12 semaines et des 52 semaines respectivement closes les 1er janvier 2011 et 2 janvier 2010. Le BAIIA est une mesure utile à la direction, qui s'en sert pour évaluer le rendement des activités courantes de la société et sa capacité à générer des flux de trésorerie pouvant combler ses besoins de trésorerie, notamment ceux liés à son programme de dépenses en immobilisations.

(en millions de dollars)	2010 (non audité) (12 semaines)	2009 (non audité) (12 semaines)	2010 (non audité) (52 semaines)	2009 (non audité) (52 semaines)
Bénéfice net	151 $	165 $	681 $	656 $
Ajouter l'incidence des éléments suivants :				
Participation ne donnant pas le contrôle	4	9	18	11
Impôts sur le bénéfice	71	39	297	269
Intérêts débiteurs et autres frais de financement	63	64	273	269
Bénéfice d'exploitation	289	277	1 269	1 205
Ajouter l'incidence de l'élément suivant :				
Amortissement	153	143	655	589
BAIIA	442 $	420 $	1 924 $	1 794 $

La marge du BAIIA s'entend du BAIIA divisé par le chiffre d'affaires.

États financiers consolidés et rapport de gestion annuels 2010

Le rapport annuel 2010 de la société sera disponible à la section destinée aux investisseurs du site Web de la société au www.loblaw.ca ou au www.sedar.com.

Relations avec les investisseurs

Les actionnaires, les analystes en valeurs mobilières et les professionnels en placements sont priés d'adresser leurs demandes à Kim Lee, vice-présidente, relations avec les investisseurs, au siège social national de la société ou par courriel à investor@loblaw.ca.

Des informations financières supplémentaires ont été transmises par voie électronique à divers organismes de réglementation du commerce des valeurs mobilières au Canada par l'intermédiaire du Système électronique de données, d'analyse et de recherche (« SEDAR ») et du Bureau du surintendant des institutions financières (le « BSIF »), organisme de réglementation principal de la Banque le Choix du Président, filiale de la société.

Téléconférence et webémission

Les Compagnies Loblaw limitée tiendra une téléconférence, ainsi qu'une webémission le 24 février 2011, à 11 h (HNE).

Pour accéder à la téléconférence, prière de composer le 647-427-7450. La rediffusion sera disponible une heure après la téléconférence au 416-849-0833, code d'accès 35155003#. Pour accéder à la webémission, veuillez visiter notre site www.loblaw.ca, cliquer sur l'onglet Investir, puis sur la webémission. Préinscription possible.

De plus amples renseignements se trouvent sur le site Web de Les Companies Loblaw limitée au www.loblaw.ca.